

Burundi : Le parti au pouvoir s'en prend violemment à la communauté internationale

RFI, 29-10-2015 Burundi : l'indignation du CNDD-FDD face aux pressions internationales Le parti au pouvoir s'est indigné des menaces de sanctions qui pèsent désormais sur le pouvoir burundais, et s'en est pris violemment mercredi 28 octobre à l'Union européenne et à l'Union africaine qui chercheraient à détruire le pays selon lui, en le poussant à dialoguer avec toute son opposition. Ces accusations figurent dans un communiqué, signé par le patron du parti au pouvoir et président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda (photo). Le jour même, les Nations unies ont également publié une déclaration, où elles font part de leur inquiétude quant à la situation dans le pays, marquant un peu plus l'isolement international du régime Nkurunziza.

Dans son communiqué, intitulé « Le Peuple Burundais vient de réaffirmer sa souveraineté mais une certaine opinion internationale dit non », le CNDD-FDD accuse d'abord la Commission paix et sécurité de l'Union africaine de demander au Burundi de renoncer aux principes de la liberté des peuples à se diriger eux-mêmes. « Il n'est pas compréhensible que le peuple burundais soit agressé encore une fois par une organisation africaine en lui intimant l'ordre d'aller de force dialoguer avec des putschistes à Kampala en Ouganda », dit ce communiqué. Autre cible : l'Union européenne. « L'Union Européenne a décidé de créer un autre gouvernement burundais en dehors des frontières du pays », croit savoir le parti au pouvoir au Burundi. Pour le CNDD-FDD, les mesures prises par l'UE et l'UA sont « une preuve que le néocolonialisme écrasant et étouffant est en marche contre le Peuple ». Et le responsable de tout, ce serait la Belgique. Le CNDD-FDD accuse l'ancienne puissance coloniale de massacres, d'incitation à la haine ethnique. « La Belgique doit comparaître devant le peuple burundais pour lui demander pardon et l'indemniser à cause d'une souffrance sans nom qu'elle a fait subir au pays », dit le parti au pouvoir au Burundi. Le CNDD-FDD s'en prend aussi et à nouveau au Rwanda, accusé par Bujumbura d'accueillir et d'entraîner une rébellion hostile à Pierre Nkurunziza. Il suggère à l'Union africaine d'envoyer ces troupes à bas plutôt qu'au Burundi, en référence à l'idée de l'UA de créer un plan de contingence en cas d'explosion de la violence dans le pays. L'ONU hausse le ton Alors même que le parti au pouvoir publiait son communiqué, le même jour, le Conseil de sécurité des Nations unies est venu appuyer les décisions de l'Union africaine en publiant à son tour une déclaration, où elle exprime sa profonde préoccupation de la situation au Burundi, succédant ainsi aux Etats-Unis et à l'UE. Le texte n'a pas valeur de résolution mais c'est une pierre de plus dans le jardin du pouvoir burundais. Les Etats membres se disent profondément préoccupés par les violations des droits de l'homme en augmentation, citant parmi elles les exécutions sommaires, la torture, les arrestations illégales, l'impunité ou les atteintes à la liberté de la presse. Le Conseil de sécurité rappelle l'importance de respecter la Constitution burundaise comme l'accord d'Arusha et exhorte les parties à engager un dialogue politique pour trouver une solution consensuelle à la crise. Il salue aussi les efforts de médiation du président ougandais Museveni, et de l'Union africaine.